



**Journée du 29 août 2008**

## **LA VALEUR N'ATTEND PAS LE NOMBRE DES ANNÉES**

**Intervenants :**

**Jean-François Bernardin, président de l'ACFCI**

**Zina El Gheribi-Schmitz, vice-présidente Galileo Global Advisor LLC**

**Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS**

**Lise de La Salle, pianiste interprète**

**Lionel Primault, animateur, Génération précaire**

**Anna Stellingner, vice-présidente de Fairlead**

**Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'Emploi**

**Mustafa Yildiz, fondateur de Yildiz Entreprise**

**Animateur : Jean-François Bernardin, président de l'ACFCI**

Personne dans la salle ne pourrait être en désaccord avec l'intitulé de l'atelier. Et pourtant, de trop nombreux jeunes en France ont le sentiment de ne pas avoir une place suffisante dans la société, fait remarquer l'animateur, Jean-François Bernardin. Pour apporter un début de réponse, il suggère à Olivier Galland et à Anna Stellingner de définir ce qu'est un jeune en France et de faire un constat.

---

**Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS**

Pour M. Galland, la jeunesse est aujourd'hui moins une catégorie de personnes qu'un passage entre deux âges selon deux axes : école-travail et famille d'origine-famille future. Il y a ainsi plusieurs seuils importants qui délimitent les âges : la fin de la scolarité, le premier emploi, le départ de la maison familiale, la formation du couple et la naissance du premier enfant. Le sociologue remarque que la jeunesse actuelle, contrairement aux générations précédentes, se caractérise par l'absence de synchronisation de ces seuils. Il y a aujourd'hui des situations intermédiaires où le jeune franchit certains seuils et pas d'autres. La définition de la jeunesse se trouve ainsi complexifiée puisqu'il y a plusieurs séquences. Malgré ces changements, Olivier Galland estime que la jeunesse conserve comme caractéristique d'être un stade de formation aux rôles professionnels et familiaux de l'adulte, et cela n'est pas remis en cause par le recul des seuils : les individus finissent tout de même par accéder à ces rôles.

Le sociologue, en s'appuyant sur les études menées dans ce domaine, chasse les idées reçues : « Tanguy » n'existe pas socialement en France. Il est vrai que les jeunes accèdent plus tard à la vie adulte, mais par la contrainte des études et la précarité des premiers emplois.

---

**Anna Stellingner, vice-présidente de Fairlead**

Anna Stellingner explique qu'elle a coordonné avec des experts de différentes nationalités un travail de recherche de deux ans sur la perception qu'ont les jeunes du présent et de l'avenir. Les résultats de ces recherches basées sur le sondage de 22 000 personnes de 17 pays européens, asiatiques et nord-américains ont été diffusés en janvier 2008, et ses éléments frappants ont été repris dans la presse. Il apparaît que seuls 26 % des jeunes Français croient en leur avenir ; c'est peu à côté des Scandinaves ou des Américains qui sont optimistes à 60 %. De plus, seuls 4 % des jeunes Français croient en l'avenir de leur société alors que les taux sont de 30 % à 40 % dans les autres pays développés. Cette immobilité se renforce par le fait qu'ils sont les seuls à préférer inculquer à leurs enfants la valeur de l'obéissance plutôt que celle de l'indépendance. L'étude montre également que les Français ont peur de différents phénomènes (mondialisation, terrorisme, etc.) ; ils préfèrent s'investir localement.

Les raisons de ce pessimisme prononcé sont connues : poids des diplômes, sentiment de ne pas diriger sa propre vie à cause des décisions des parents, entrée difficile sur le marché de l'emploi et mauvaise image des jeunes dans la société, en politique notamment, où la valeur se compte encore au nombre des années.

Mettant en doute la justesse de cette image négative, Anna Stellingner explique que selon les statistiques, les réalités peuvent être différentes en fonction de l'âge, du niveau de formation ou du sexe des jeunes interrogés. Il y a ainsi une part de jeunes Français motivée ; ils ont des valeurs, et de fortes attentes envers l'avenir.

Cherchant à casser certains préjugés, la sociologue explique tout d'abord qu'il est faux de croire que les jeunes ne s'intéressent pas à la vie politique et sociale : il y a en France une jeune génération qui s'engage plus qu'ailleurs en Europe dans la vie associative, mais elle le fait différemment. Elle suggère donc d'abaisser l'âge du droit de vote et de s'inspirer des institutions allemandes qui introduisent une rubrique sur les engagements de la personne lorsque celle-ci sollicite un emploi, une inscription en université ou une bourse d'études.

Ensuite, elle explique que l'idée selon laquelle les jeunes remettent en cause le modèle familial est fautive. Il est vrai qu'il y a une montée du divorce et un recul du mariage, mais les jeunes indiquent à 90 % que la famille est l'élément identitaire principal. Par ailleurs, l'étude montre que les pays d'Europe du Nord, où l'indépendance des jeunes se fait le plus tôt, sont également ceux où les jeunes sont les plus satisfaits de leurs familles. En revanche, là où la dépendance s'attarde et est souvent subie, notamment en l'Europe du Sud, les jeunes sont plus critiques envers leurs familles. Il ne faut donc pas craindre la demande d'autonomie exprimée par les jeunes.

Enfin, il est également faux de penser que les jeunes ne veulent pas travailler. En effet, les jeunes de 16 à 18 ans qui ne sont pas entrés sur le marché du travail affirment à 70 % qu'un travail passionnant est un élément principal d'une belle vie ; ils sont moins de 50 % à répondre la même chose 10 ans plus tard. Cela montre que les jeunes sont motivés, mais sont déçus par la rencontre avec l'entreprise.

Pour la sociologue, tout cela montre que la jeunesse est engagée, motivée et lucide ; la société et les entreprises ont donc un rôle crucial pour faire fructifier cette volonté. Cela montre aussi que les entreprises ne pourront plus motiver et retenir les salariés de demain de la même façon, parce que leurs valeurs ne seront plus les mêmes. La sécurité de l'emploi, le titre, le salaire, les horaires perdent ainsi du terrain et ne sont plus des priorités pour les jeunes. À l'inverse, le fait de se sentir fier de son travail et l'adéquation entre actions et convictions personnelles sont des thèmes qui gagnent en importance.

Par ailleurs, la barrière entre vie professionnelle et vie privée est en train de tomber ; les salariés de demain souhaiteront que leur vie professionnelle donne du sens à leur vie privée, et inversement.

Mme Stellingher explique que la jeunesse cherche maintenant une certaine flexibilité incompatible avec la « flex-sécurité », notamment en matière d'horaires et de rythme de carrière afin de pouvoir prendre une année sabbatique ou de suivre une formation pour ensuite réintégrer l'entreprise. Donc, c'est par l'engagement, l'implication dans les décisions et d'autres modèles de management que les entreprises devront retenir les salariés de demain. Les patrons doivent comprendre ces changements pour bénéficier du potentiel de la jeunesse, retenir les meilleurs et donner une bonne image de leur entreprise. Face à cette motivation, la sociologue explique que la société n'a pas le droit de décevoir la jeunesse.

**Olivier Galland**

À M. Bernardin qui l'interroge sur les raisons de cette différence entre la jeunesse française et celle des autres pays, Olivier Galland avance comme première réponse le fait que les jeunes ont le sentiment – à juste titre – que leurs aînés occupent les postes dans la société et ne les laissent pas accéder à l'autonomie ; cela se manifeste assez visiblement sur le marché de l'emploi. L'instabilité de l'emploi s'est beaucoup développée récemment avec un nombre croissant de CDD. Or, ce phénomène concerne quasi exclusivement les jeunes puisque la part des actifs de moins de 25 ans au chômage ou occupant un emploi instable est passée de 40 % à 60 % entre 1980 et les années 2000. Dans le même temps, la part des actifs de 30 à 50 ans dans la même situation est restée stable à environ 15 %.

Comparant la situation française aux autres pays, il constate que les pays latins ne favorisent pas l'accès rapide des jeunes à la stabilité. Il fait aussi remarquer que cette instabilité est provisoire : 36 % des actifs occupent un emploi stable à 22 ans, ils sont 75 % à l'âge de 30 ans. Mais, ces années d'incertitude pèsent sur le moral des jeunes et sur leur vision de l'avenir. Olivier Galland suggère donc qu'une réflexion porte sur un partage générationnel plus équitable de la flexibilité, élément important des économies riches. Dans cette optique, il estime que la proposition faite par certains économistes d'un contrat de travail unique, dont les droits se

renforcent au fur et à mesure, est une bonne idée pour casser la dichotomie entre CDD et CDI. Mais, cette proposition n'a pas été retenue par les partenaires sociaux.

**Mustafa Yildiz, fondateur de Yildiz Entreprise**

---

M. Yildiz, se définissant comme jeune à 28 ans, explique qu'il a fondé son entreprise en 2003 ; elle compte aujourd'hui 15 personnes pour 2 M€ de chiffre d'affaires.

Dans son parcours, il a subi la discrimination, d'abord dans les entreprises où il a travaillé, puis avec les banques, en tant que chef d'entreprise.

Entre la fin de ses études en 1998, et la création de son entreprise en 2003, Mustafa Yildiz n'a jamais eu de CDI chez les artisans du bâtiment pour lesquels il a travaillé. Mais, il reconnaît avoir eu la chance de ne pas connaître le chômage, en partie grâce au fait qu'il croit en la valeur du travail ; aujourd'hui encore, alors qu'il est chef d'entreprise, il arrive au bureau à 6 h. Il explique qu'au lieu de se décourager à cause de sa jeunesse et de ses origines étrangères, comme certains sont tentés de le faire, il a choisi de forcer son destin. Il a été récompensé en 2005 par le prix Talent des cités, dont la médiatisation l'a aidé dans son projet.

En résumé, les difficultés éprouvées ont constitué autant de défis qu'il voulait relever.

À M. Bernardin lui demandant d'où venait sa force, Mustafa Yildiz cite son éducation et son père, lui-même maçon, qui lui a transmis la valeur du travail. Il rappelle également que la communauté turque, dont il est lui-même issu, a toujours connu un faible taux de chômage.

**Lise de La Salle, pianiste interprète**

---

Lise de La Salle, à 20 ans, est encore jeune. Elle estime avoir eu beaucoup de chance en évoluant dans une famille de musiciens et de mélomanes qui lui a permis d'accéder facilement à la musique. Elle a commencé le piano à 4 ans, les choses se sont ensuite enchaînées grâce à sa famille et à ses professeurs de musique.

Se démarquant de la majorité des jeunes, cette pianiste indique qu'en tant qu'artiste, elle n'a eu pas de chemin tracé faute de structures réellement adaptées aux jeunes voulant devenir musiciens. Pour entrer dans celles qui existent, il faut avoir un certain niveau. Or, c'est selon elle le premier chaînon visant à acquérir un niveau qui est important et qui est défaillant en France où il n'existe pas de dispositif visant à faire connaître la musique classique aux jeunes. L'une des grandes difficultés inhérentes aux métiers artistiques, rappelle Lise de La Salle, est que très peu de personnes peuvent en vivre, d'où l'importance de continuer ses études. Les jeunes du milieu ne connaissent donc pas la sécurité de l'emploi que recherchent les jeunes actifs. Les artistes n'ont pas le droit à l'erreur ; ils doivent travailler en permanence jusqu'à se faire un nom, gage de sécurité.

Interrogée sur la particularité française, Lise de La Salle explique qu'elle a souvent été qualifiée d'enfant prodige. Mais qu'alors que ce terme apparaît comme une chance dans les autres pays, il a parfois une connotation péjorative en France où il renvoie souvent à l'enfant frustré et forcé à travailler, ce qui n'encourage pas à poursuivre dans cette voie.

**Lionel Primault, animateur, Génération précaire**

---

Lionel Primault explique que le jeune de 20 ans en insertion professionnelle en 2008 vit dans un contexte anxigène : le taux de chômage de sa population est supérieur à la moyenne nationale, l'accès à l'emploi stable prend presque 11 ans, l'accès au logement est encore plus difficile, et la dépendance familiale est souvent mal vécue. Pour les jeunes de 2008, l'ambition n'est pas facile à avoir face à un marché du travail très rigide et normatif. La France est ainsi un pays où la formation initiale est survalorisée par rapport à la formation continue. Donc, le

diplôme acquis en formation initiale et le premier emploi constituent un couple déterminant pour l'avenir de l'individu, ce qui laisse penser que tout se joue avant l'âge de 25 ans. Selon une métaphore utilisée par les jeunes, l'insertion professionnelle serait un train à prendre en gare ; s'ils le ratent, ils sont condamnés à marcher toute leur vie. Cette logique est incompatible avec le droit à l'expérimentation et à l'erreur.

Par ailleurs, le regard des employeurs vis-à-vis des jeunes est selon Lionel Primault empreint d'incompréhension, parce qu'ils ont des valeurs et des attitudes inattendues. Les patrons leur reprochent notamment d'avoir des attentes fortes dès le début en termes de salaires, de congés et de responsabilités alors qu'ils sont en même temps très attentifs à leur bien-être et à la préservation de leur vie personnelle. De plus, les jeunes ont aujourd'hui un rapport difficile avec la hiérarchie et revendiquent une autonomie tout en demandant l'appui de leurs supérieurs.

Lionel Primault, cite Nicolas Flamand, DRH de Spie Batignolles, dont une étude menée par ce dernier reflète bien l'état d'esprit de la jeunesse et la vision des employeurs : « La méfiance et l'inquiétude des jeunes s'exprimeraient dans leur exigence contradictoire de sécurité de l'emploi et d'aventure, dans leur refus du commandement et leur désir de responsabilité élevée, dans l'intérêt pour l'individualité et le goût pour le travail de groupe. » Alors que cette vision semble partagée par l'assistance, Lionel Primault précise que l'étude date de 1972. Il s'agissait des jeunes de 1968 qui arrivaient dans le monde de l'entreprise pour le changer ; les employeurs avaient alors le sentiment d'être aux prises avec une jeunesse difficile qui ne voulait pas se conformer aux codes de l'entreprise. M. Primault trouve curieux que les patrons s'interrogent en 2008 de la même façon qu'en 1972, alors que la jeunesse qui arrive essaie de se conformer aux modèles établis. Il avance un début de réponse en notant que les entreprises sont repliées sur elles-mêmes depuis 15 ans en limitant le recrutement pour attendre des temps meilleurs. Elles ont donc oublié ce qu'était un jeune. Mais, aujourd'hui, certains secteurs vont s'ouvrir massivement aux jeunes générations, notamment pour des raisons démographiques ; elles risquent d'éprouver des difficultés à les intégrer.

Pour Lionel Primault, aider l'ambition des jeunes consisterait à leur donner les moyens matériels de l'être et à leur permettre d'expérimenter sans que les premières expériences apparaissent comme déterminantes. Il suggère notamment de mieux valoriser les expériences annexes. Il faudrait également réduire la distinction forte entre la formation initiale et la formation continue.

Pour conclure sur une note optimiste, il cite l'opération Phénix menée depuis deux ans par sept grandes entreprises et universités, pour apporter un complément de formation à des jeunes qui ont fait des cursus universitaires en leur permettant d'intégrer l'entreprise.

---

**Zina El Gheribi-Schmitz, vice-présidente Galileo Global Advisor LLC**

Française d'origine tunisienne, Zina El Gheribi-Schmitz travaille dans une banque d'affaires new-yorkaise depuis huit ans. Elle estime avoir la chance d'occuper un emploi passionnant ; elle fait du conseil stratégique auprès de grandes entreprises. Elle a ainsi pu devenir actionnaire de sa société à 28 ans et avoir des responsabilités assez importantes sur des projets sensibles pour de grands groupes européens, indiens et américains. Cette jeune banquière explique avoir provoqué sa chance en étant persévérante et en sachant accepter des postes clés, mais pas forcément bien payés, à New York. De plus, elle a dû surmonter trois défis : un défi culturel en étant une Française dans une banque américaine ; un défi administratif pour travailler et donc trouver une entreprise pour l'accompagner ; enfin, entrer à Wall Street après avoir fait ses preuves.

En France, Zina El Gheribi-Schmitz ne pense pas qu'elle aurait eu un parcours similaire. Il lui était souvent reproché de ne pas avoir fait de finances auparavant, alors qu'aux États-Unis, il

est plus aisé de débiter dans n'importe quel secteur sans grande expérience préalable. Elle explique qu'elle a eu la chance d'avoir une bonne éducation dans sa famille malgré son niveau social modeste. Cela lui a donné selon elle plus de force et d'ambition en apprenant à faire des sacrifices. Selon elle, il y a une peur de l'ambition en France. Pourtant, l'ambition n'est pas seulement individuelle, elle est également profitable à la société.

Toutefois, elle ne pense pas que le modèle américain doive forcément être suivi. L'éducation française est de grande valeur, il faut en conserver le modèle, même si elle reproche au système français de ne pas être suffisamment pratique.

À M. Bernardin qui lui demande ce qu'il faut changer en France, Zina El Gheribi-Schmitz estime d'abord qu'il faut des cours d'éducation civique plus intenses à l'école et ensuite qu'il faut apprendre aux Français à vivre en communauté pour bien se comporter en milieu professionnel. Enfin, elle suggère de dispenser des cours d'histoire religieuse pour comprendre les autres cultures.

---

**Lise de La Salle**

Remarquant que le mot sacrifice, qui lui est également familier, est revenu à plusieurs reprises dans le discours précédant, Lise de La Salle estime que les jeunes d'aujourd'hui ne travaillent pas assez. Elle trouve d'ailleurs abusif le souhait des jeunes d'avoir un emploi passionnant et une vie enrichissante tout en souhaitant profiter de leur jeunesse.

---

**Olivier Galland**

Remarquant que les intervenants ne constituent pas un échantillon représentatif de la jeunesse française, Olivier Galland rappelle que 20 % des jeunes sortent du système éducatif sans certification scolaire et que 30 % sortent avec un CAP ou un BEP. Ces jeunes éprouvent par la suite d'énormes difficultés à s'insérer. Pour le sociologue, ces taux ne sont pas tolérables pour une société développée comme la France. Pour le réduire, il est essentiel de réformer le système d'orientation désastreux au collège de même que les examens du CAP et du BEP pour donner plus d'importance à la pratique.

---

**Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'Emploi**

Pour répondre aux différents points abordés précédemment, et notamment le chômage des jeunes en France, que M. Bernardin juge excessif depuis 20 ans, M. Wauquiez souhaite citer un exemple qui résume les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes.

Il rapporte qu'une jeune de 27 ans a terminé à 22 ans ses études sur les métiers de la communication – secteur attractif, mais avec de faibles débouchés. Elle a commencé à chercher un emploi et a connu une période de chômage de trois ans. Elle a été récupérée par un programme local mis en place par le service public de l'emploi et des entreprises, et a accepté alors de s'engager dans le BTP – ce qui constitue un changement radical par rapport à sa formation initiale. Elle est alors accompagnée dans l'entreprise par des seniors ; cela lui a permis de rebondir et de suivre une formation d'ingénieur en alternance.

Si cette histoire se termine bien, elle montre un certain nombre d'échecs. Elle est pour M. Wauquiez révélatrice du problème de la relation entre les jeunes et l'emploi en France.

Le secrétaire d'État estime que l'éducation nationale a une part de responsabilité importante. Il n'est pas le système idéal que beaucoup voient : chaque année une part trop importante en sort sans formation supérieure au BEPC. Ces jeunes disparaissent ainsi de toutes les

statistiques. Lorsqu'ils réapparaissent à 25 ans, il est souvent trop tard pour les aider. Les 18 % de taux de chômage signifient que les difficultés se concentrent sur les jeunes qui sortent prématurément du système scolaire, plus encore que ceux qui ont acquis une formation dans un mauvais domaine.

Ces difficultés font de la France une exception en Europe ; elle connaît un des taux de chômage des jeunes les plus élevés, tout comme l'un des plus faibles taux d'emploi des séniors. Ces deux phénomènes expliquent, selon M. Wauquiez, le faible taux d'emploi en France. Ce gâchis se manifeste aussi bien dans la relation des jeunes à l'entreprise, qu'en termes de croissance et d'utilisation de cette énergie. Mais, il n'y a pas de fatalité pour M. Wauquiez : il doit y avoir des erreurs de politique publique à corriger en les abordant autrement.

Il faut notamment prendre le problème à la base dans le système éducatif. Il faut s'inspirer des systèmes suédois et anglais pour détecter les jeunes sortant du système et leur éviter d'errer pendant plusieurs années, en les ramenant vers des parcours de formation pratique en alternance.

Le deuxième point majeur est le lien entre l'université et l'entreprise. En effet, le système laisse les jeunes sortir de l'université sans que la connexion soit faite avec le monde économique par des contacts réguliers et des échanges avec les entreprises.

Le troisième axe est le développement des actions locales. Expliquant qu'il ne croit pas au pouvoir des grandes lois nationales sur le terrain, le secrétaire d'État estime qu'il faut plutôt faire des expériences locales impliquant des entreprises, des responsables administratifs et les universités. Il explique qu'une telle initiative a été mise en place à Lyon ; elle a permis d'améliorer de 30 % le chômage des quartiers difficiles de l'agglomération.

Ensuite, M. Wauquiez met l'accent sur le service public de l'emploi. Il explique qu'il a été étonné à son arrivée à son poste par le fait que les importantes sommes d'argent consommées par les politiques de l'emploi ne fassent pas l'objet d'évaluation. Il y a selon lui l'idée insupportable que, s'agissant de jeunes, il est possible de faire de l'accompagnement approximatif et amical pour les faire attendre. Il souhaite donc rendre plus efficaces ces dispositifs grâce aux réformes prévues en automne pour professionnaliser l'accompagnement vers le premier emploi des jeunes.

Pour lui, trois points illustrent bien le problème des jeunes.

Le premier est le culte excessif du diplôme, la difficulté à accepter le droit à l'erreur et à l'expérimentation et le rapport de la France à des valeurs comme l'énergie, la créativité et l'initiative.

Le deuxième point est que la gestion des âges a été insuffisamment développée, créant des problèmes avec les jeunes et les séniors. Or, le sujet est déterminant compte tenu de la prochaine raréfaction des ressources humaines pour des raisons démographiques.

Le dernier point concerne les politiques publiques : l'approche a jusqu'ici consisté en la mise en place de contrats aidés, sorte d'accompagnement social de la difficulté professionnelle des jeunes ; or, ce n'est pas ce que ceux-ci attendent, ils souhaitent simplement avoir la chance de faire leurs preuves. Il faut donc concentrer les moyens sur un accompagnement performant. Cette révolution culturelle à entreprendre relève selon M. Wauquiez de la responsabilité des pouvoirs publics.

Anna Stellingner

Mme Stellingner rappelle que deux régions ont des jeunes optimistes, la Scandinavie et les États-Unis. Malgré les différences entre ces pays, certains points communs ont été relevés. Il s'agit d'abord du discours : alors qu'en France, la jeunesse apparaît comme une menace ou une victime, ces pays portent un message d'encouragement aux jeunes, même si les interlocuteurs ne sont pas les mêmes. De plus, les jeunes scandinaves et américains

bénéficient de systèmes où la mobilité sociale est plus forte. Ensuite, leurs systèmes éducatifs sont plus pratiques et pas uniquement théoriques. Contrairement aux deux intervenantes ayant pris la parole, Mme Stellingner ne pense pas que la réussite soit une question de sacrifice ; elle prône l'apprentissage ludique, parce qu'il est possible d'apprendre en profitant de la vie. Par ailleurs, les partenariats entre entreprises et écoles existent largement à la fois dans le modèle libéral américain et dans le modèle socio-démocrate des pays scandinaves. Enfin, les jeunes américains et scandinaves ont le droit à l'échec, parce que la vie n'est pas linéaire et parce que le diplôme n'est pas déterminant pour la vie.

#### Questions de la salle

Sarah Braunstein, secrétaire générale de la Confédération étudiante (CÉ), apporte le témoignage d'étudiants qui refusent le malaise dans lequel on veut les installer et qui ne veulent pas se complaire dans la dépendance et l'échec que semble accepter l'UNEF en réclamant depuis des années une allocation autonomie pour les étudiants. Ainsi, des jeunes ont fondé la CÉ face aux organisations étudiantes existantes – partisans ou corporatistes – pour montrer qu'il était possible d'organiser l'énergie des étudiants en portant un projet politique et des réponses à leurs pairs. Cette militante rappelle qu'après s'être mobilisée contre le CPE, la CÉ a démontré que les jeunes pouvaient être constructifs en demandant que la Loi de modernisation des universités donne comme mission à celles-ci l'orientation et l'insertion professionnelle. Elle interpelle donc le secrétaire d'État pour lui demander ce que prévoit le gouvernement pour permettre à la jeunesse de réaliser ses ambitions.

S'adressant également à M. Wauquiez, une membre d'une association de chefs d'établissement de 32 pays européens et ancienne chef d'établissement scolaire, demande quand sera brisé le tabou qu'il a lui-même identifié et quand l'école cessera de laisser décrocher les élèves. Selon elle, il y a dans les pays nordiques, souvent cités en exemple, une grande place pour l'éducation informelle et extrascolaire, donc l'idée d'accorder des heures de soutien à des enfants qui supportent déjà mal les journées d'école n'est pas bonne. En revanche, les entreprises, associations et musées devraient avoir plus de place dans l'éducation.

S'agissant du gâchis dans l'éducation, Laurent Wauquiez regrette que le sujet ne fasse pas encore l'objet d'un débat public, chose essentielle en France pour faire évoluer une situation. Par ailleurs, il explique que la partie du débat sur l'amélioration du système éducatif relève de la responsabilité de M. Darcos, ministre de l'Éducation nationale.

Le secrétaire d'État remarque qu'au Royaume-Uni, au Danemark ou en Suède où les systèmes ont fait l'objet d'améliorations, environ 10 % des jeunes ont néanmoins du mal à suivre. Or, il ne faut pas les abandonner pour cette raison. Il s'agit donc de réfléchir à d'autres outils pédagogiques concrets qui peuvent révéler leurs talents comme l'alternance ou l'apprentissage. Remarquant que le Royaume-Uni a mis en place un dispositif de passerelle vers un système semi-professionnel pour les jeunes en échec scolaire, il s'emploie à la conception d'un tel dispositif en France, où rien n'est prévu pour ces élèves, pour une mise en place sous quelques mois.

Contrairement à la vision de Zina El Gheribi-Schmitz, M. Wauquiez doute de l'efficacité du suivi psychologique des jeunes en difficulté. En revanche, il critique le discours pessimiste des Français sur leur jeunesse qui est selon lui à l'origine du malaise ; il faut donc être positif et donner la chance aux jeunes.

Un participant, se définissant lui-même comme un « jeune heureux », estime que la recette du bonheur est l'engagement. En effet, à l'âge de 24 ans, il siège au Conseil national de

l'enseignement et de la recherche, a été vice-président d'université, suit un mastère et s'occupe de sa famille. Cela lui permet de créer une dynamique positive.

Il rappelle que les jeunes actuels appartiennent à la génération Y qui se caractérise par sa maîtrise des nouvelles technologies et par sa capacité à passer facilement d'un univers à l'autre. Il suggère le développement du contrat intergénérationnel par lequel l'entreprise lie un jeune et un sénior pour une transmission de l'esprit d'entreprise.

Remarquant qu'il devient difficile de se loger pour les jeunes, en raison des loyers excessifs et parce que certaines sociétés proposent massivement des stages plutôt que des emplois, un autre participant partage la vision pessimiste des Français et demande s'il ne faut pas d'abord rémunérer la jeunesse avant de mettre en place des mesures discriminantes comme le CPE.

Remarquant que le gouvernement a fait appel à M. Saucet, expert en communication, un participant suggère d'améliorer la perception du mot orientation. En effet, ce mot a longtemps fait peur aux élèves, car perçu comme synonyme d'échec et d'exclusion du cursus royal. Alors que la France manque de main-d'œuvre dans certains domaines, ces filières ne sont pas valorisées par le système éducatif.

Une responsable d'un cabinet de conseil indique qu'elle a toujours été déléguée des parents d'élèves et déplore que les parents ne s'impliquent pas suffisamment dans la vie des établissements de leurs enfants. Concernant les métiers manuels, elle indique qu'elle a souvent vu des parents refuser ce type d'orientation souhaité par leur enfant ; elle suggère donc de mieux informer sur ces métiers pour réduire l'échec et faciliter l'emploi de jeunes.

**Jean-François Bernardin et Laurent Wauquiez**

Jean-François Bernardin retient d'abord du débat que les chefs d'entreprise vont devoir gérer des employés plus autonomes et moins hiérarchisés. Ensuite, il se scandalise du taux de sortie de l'école sans formation estimant que l'élève qui ne sait pas lire et écrire à l'entrée du collège n'a aucune chance de succès. Concernant l'université, il souhaite que tous les jeunes en sortant doivent avoir travaillé en alternance ou suivi un stage professionnel pour réduire le temps de recherche d'emploi par la suite. Le principal défaut du système français est selon lui l'orientation qu'il faut donc réformer en profondeur. Il conclut en reprenant les propos d'un ancien président de la République : « Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort. »

Si le thème du débat est « La valeur n'attend pas le nombre des années », M. Wauquiez rappelle que le nombre des années ne ternit pas forcément la valeur.